

L'influence belge sur la constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste: une réflexion à partir de l'expérience de l'Opération Villages Roumains

Pirotte, Gautier

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Pirotte, G. (2008). L'influence belge sur la constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste: une réflexion à partir de l'expérience de l'Opération Villages Roumains. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, VIII(1), 113-119. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-51843-8>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

L'influence belge sur la constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste

Une réflexion à partir de l'expérience de l'Opération Villages Roumains

GAUTIER PIROTTE

L'influence belge en Roumanie a été constante et diverse depuis l'avènement de l'État roumain moderne au XIX^e siècle. Les contributions rassemblées ici le soulignent à foison. Ce chapitre est consacré à une influence singulière et multiforme qui a débuté au cours de la dernière année du règne du «Conducător» Nicolae Ceaușescu et se poursuit encore aujourd'hui, certes sans bénéficier de la même considération médiatique: l'Opération Villages Roumains (OVR). Cette «opération» n'est pas simplement belge et regroupe aujourd'hui des citoyens européens de divers pays (principalement français, mais aussi hollandais, suisses et roumains). Mais son impulsion initiale est bruxelloise et pendant plusieurs années, la coordination de ce mouvement, devenu européen dès la fin de l'année 1989, demeura dominée par ses fondateurs belges. Notre intention n'est pas de retracer dans le détail toute l'histoire de cette opération¹ mais plutôt d'envisager la place de cette expérience dans le projet de constitution d'une société civile en Roumanie postcommuniste. De plus, aucune influence n'étant totalement univoque, on en profitera pour souligner l'importance que cette expérience a également eue sur la société (civile) belge, notamment dans la partie francophone du pays.

La lutte contre le plan de systématisation

L'Opération Villages Roumains est née un soir de décembre 1988 à l'initiative de quelques trentenaires bruxellois, travaillant comme photographes, journalistes ou architectes. L'origine d'OVR tient à l'annonce faite quelques mois plus tôt par Nicolae Ceaușescu de la reprise du plan de systématisation, soit une stratégie de rationalisation de la main d'œuvre puis de destruction – 8000 villages sont alors menacés – et de reconstruction de l'habitat urbain comme rural (création de 558 cités agro-industrielles) afin de «moderniser» le pays et de favoriser l'avènement d'un homme nouveau. En Occident, la presse écrite et télévisuelle va s'emparer lentement de ce sujet. Des expositions photos sont montées et présentent la destruction des premières maisons villageoises conformément à ce plan. Sensibilisés par ces images et premiers récits, les fondateurs créent OVR avec la volonté d'imposer le plan de systématisation roumain sur l'agenda politique belge puis international.

La naissance d'OVR s'explique par des insuffisances multiples au niveau des formes de contestations existantes à l'époque pour dénoncer la situation roumaine.

¹ Ce qui a été fait ailleurs: Gautier PIROTTE, *L'épisode humanitaire roumain*, L'Harmattan, coll. «Logiques contemporaines», Paris, 2006.

Les ONG actives dans l'humanitaire ne font pas de la Roumanie un sujet de pré-occupation, la catastrophe n'ayant pas encore eu lieu. Les associations de défense des droits de l'Homme dénoncent mais sans capacité importante de mobilisation¹. La diaspora roumaine à Bruxelles est plutôt discrète et craintive. Celle de Paris, plus importante, est divisée et renouvelle fort peu son répertoire d'action contestataire². Enfin, la systématisation est critiquée par les chancelleries occidentales mais cela n'est pas assorti de mesures de rétorsion très fortes au sein d'une «Communauté internationale» qui n'est d'ailleurs pas vraiment constituée dans cette géopolitique toujours bipolaire³.

Plutôt qu'un X^e mouvement pétitionnaire, les fondateurs développent l'idée de l'adoption-bouclier de villages roumains menacés par des communes européennes (en commençant par les communes belges francophones). L'identité exacte des villages condamnés demeurant inconnue, il convient alors de favoriser l'adoption de tous les villages roumains par un maximum de communes européennes. Se joindront ainsi à la Belgique francophone puis néerlandophone⁴, la France, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Hollande et, en toute fin de l'année 1989, la Pologne et la Hongrie.

La commune adoptante s'inscrivait au mouvement par décision du conseil communal⁵, l'annonçait à ses administrés, créait un comité d'animation mêlant responsables communaux (échevins, président du CPAS) et simples citoyens, mettait sur pied des manifestations de sensibilisation à la cause du peuple roumain (expos, concerts, soupers spaghetti...) et surtout demandait à ses habitants d'envoyer un courrier de soutien aux villageois adoptés et de protestation aux autorités roumaines et à l'ambassade de Roumanie du pays. L'idée de la contestation épistolaire n'est pas neuve, Amnesty International notamment, ayant développé cette méthodologie depuis plusieurs années. Ce qui est particulier par contre, c'est de vouloir associer édiles communaux et administrés (les comités au départ étaient mixtes) dans un même élan de solidarité internationale et de dénonciation «par le bas» d'un régime autoritaire, mal connu et somme toute assez lointain des préoccupations de l'époque.

Les effets de cette activation citoyenne furent peu ressentis en Roumanie communiste, notamment au niveau des villages où les courriers étaient interceptés. Il faut plutôt considérer l'OVR comme un acteur collectif parmi d'autres (des dissidents exilés à Paris et regroupés autour de la Ligue des Droits de l'Homme en Roumanie) qui permit, de développer puis de maintenir la vigilance du grand public et des autorités sur la situation de la population roumaine. En ce sens, l'OVR a

¹ Dans un premier temps, les fondateurs d'OVR tenteront de vendre leur idée d'adoption bouclier aux ONG ayant pignon sur rue mais ils ne trouveront pas d'acquéreurs. Ce n'est qu'une fois le mouvement lancé que la Ligue des Droits de l'Homme, Médecins Sans Frontières ou Médecins du Monde, par exemple, apporteront un appui consistant à l'Opération.

² Sanda STOLOJAN, *Au balcon de l'exil roumain à Paris. Avec Cioran, Eugène Ionesco, Mircea Eliade, Vintila Horia...*, L'Harmattan, Paris, 1999.

³ La situation roumaine étant surtout perçue comme relevant de la sphère d'influence de l'URSS et, si problème il y avait, il relevait dès lors d'un règlement interne au sein du glacieux soviétique.

⁴ Sous le nom d'*Adoptie Dorpen Roemenie*.

⁵ En Belgique francophone et germanophone, le mouvement fut bien suivi par les communes à quelques exceptions. Dès le 1^{er} avril 1989, 231 des 281 communes belges francophones et germanophones avaient déjà répondu favorablement et étaient sur le point d'adopter «leur» village. La désignation du village se fera tantôt au hasard, tantôt en tenant compte de quelques caractéristiques disponibles.

conforté le basculement de la représentation occidentale du régime en place à Bucarest, basculement qui s'était opéré progressivement dans les années '80. De poil à gratter du camp socialiste, Nicolae Ceaușescu était à présent décrit comme un despote odieux et aliéné enfonçant son pays dans un marasme économique au nom de principes politiques staliniens complètement anachroniques.

La première vie d'OVR fut donc caractérisée par une action à prétention politique qui ne toucha pas forcément sa cible en Roumanie mais qui participa à l'alimentation du débat au sein de l'espace public occidental sur la situation rencontrée par le peuple roumain à la fin de l'ère communiste.

Fin de l'année 1989, à quelques heures de l'effondrement du régime du PCR, la Coordination comptait alors 2 200 communes et 30 millions d'européens mobilisés. La majorité des communes participantes était française (1 252 adoptions entérinées à la fin de 1989 et 300 encore en attente à la même époque). La Belgique comptait, quant à elle, 354 communes impliquée dans l'Opération¹.

OVR et l'épisode humanitaire roumain

En arrivant au pouvoir, les dirigeants du Front du Salut National prirent comme première décision de mettre un terme au plan de systématisation. L'Opération n'avait plus de raison d'être. Une seconde vie démarra, un peu à l'encontre des motivations initiales des fondateurs, définie par l'action humanitaire à destination des populations rurales de Roumanie. La première vie de l'opération ne permit pas uniquement de maintenir l'attention sur la situation sociale, politique, économique et culturelle en Roumanie. Elle favorisa également la création d'un véritable réseau concret de solidarité qui s'exprima d'abord par l'envoi de ce courrier de soutien et de contestation. Le contexte des fêtes de fin d'année et la forte médiatisation de la révolution à Bucarest ont favorisé l'activation de ce réseau sous l'angle de la compassion et de la charité.

Cet élan de charité se matérialisa par la mise sur pied d'un charroi impressionnant de camions, camionnettes, véhicules en tous genres mobilisés pour la création d'un «porte à porte humanitaire». Au cours des six premières semaines qui suivent le changement de régime, plus de 200 communes de la Communauté française de Belgique se sont rendues en Roumanie sous la bannière de l'OVR, acheminant plus de 5 000 tonnes de vivres et de matériel. Selon des chiffres de l'Ambassade de Belgique, 30 000 Belges se seraient déplacés en Roumanie au cours des 8 premiers mois de l'année 1990, essentiellement dans le cadre de ce charroi. À l'échelon européen, 4 500 communes ont acheminé 25 000 tonnes d'aide au cours du premier semestre 1990.

Ce «porte-à-porte humanitaire», expression inventée par la coordination d'OVR, ne fut pas non plus une création originale, la situation en Pologne au début des années '80, après que l'État d'urgence n'y soit décrété par le Général Jaruzelski, donna lieu à des pratiques similaires mais avec une plus faible ampleur. L'épisode humanitaire roumain va cependant présenter des conséquences importantes à plusieurs niveaux tant pour le mouvement lui-même que pour la société belge et roumaine.

¹ Auxquelles s'ajoutaient 210 communes suisses, 71 communes de Grande-Bretagne, une soixantaine de communes norvégiennes, une vingtaine de communes des Pays-Bas et enfin quelques communes du Danemark, de Pologne et de Hongrie.

Tout d'abord, dans le champ des pratiques humanitaires, ce réseau populaire doubla les réseaux de distribution de l'aide officielle, ceux des solidarités interétatiques comme ceux animés par les ONG humanitaires professionnels. Il permit également d'encourager un engouement populaire sur lequel surfèrent les acteurs consacrés de l'aide humanitaire. L'épisode humanitaire roumain alimenta les caisses de ces organisations bien établies pendant plusieurs années alors que l'on dénoncera rapidement la surévaluation des besoins réels du peuple roumain¹.

Autant la vague humanitaire de l'hiver 1990 fut médiatique et massive², autant l'historiographie de l'humanitaire reste relativement muette à propos de cet épisode³. Ce silence peut s'expliquer entre autre par le décalage qui apparut rapidement entre les moyens mis en œuvre pour résoudre une situation dont le diagnostic de crise avait été quelque peu erroné voire manipulé notamment par le nouveau régime. Or, cet épisode humanitaire roumain va influencer l'évolution du projet de fondation d'une société civile en Roumanie postcommuniste.

Initialement, ce projet de constitution d'une société civile roumaine – très tardif par rapport à la situation observée parmi la plupart des anciens pays frères du «bloc de l'Est» – était défini sinon par une orientation contestataire, à tout le moins par un souci de contrôle de la transition démocratique et du nouveau régime de Front de Salut National. De cette orientation initiale naîtront des associations dites «civiques» bien connues (entre autres: l'Alliance Civique, le Groupe pour le Dialogue Social ou Pro Democrația) et des mobilisations collectives importantes au cours des premiers mois de la période de transition. Cette première conception politique de la nouvelle société civile dans ce nouvel espace public très fragile va être concurrencée par une approche plus pragmatique et sociale du rôle d'organisations non gouvernementales profitant du recouvrement du droit d'association⁴. Les nouvelles OSC sont notamment actives dans la fourniture et la gestion de services sociaux complémentaires, substitutifs ou concurrents de ceux des pouvoirs publics. Dans cette seconde approche, la fonction première de la société civile est moins celle d'une force de contestation qu'un organe de régulation de l'ordre social et politique. Parmi ces nouvelles ONG, certaines naissent directement de l'intervention d'organisations caritatives occidentales. Les ONG françaises Médecins Sans Frontières ou Médecins du Monde soutiennent la création d'ONG homologues roumaines pour gérer localement leurs fonds et projets au

¹ Pour un témoignage symptomatique du désarroi des humanitaires face à cette discordance des chiffres et de la réalité lire l'ouvrage de souvenirs de Jacques Lebas, alors Président de l'ONG Médecins du Monde (cf. Jacques LEBAS, *À la vie, À la mort. Médecins par temps d'épidémies*, Le Seuil, Paris, 1993). Cette dénonciation en rejoignait une autre, celle de l'authenticité de la révolution de décembre (cf. la question du vrai-faux charnier de Timișoara et l'article de Colette BRAECKMAN, «Je n'ai rien vu à Timișoara» publié dans l'édition des 27 et 28 janvier 1990 du quotidien *Le Soir*), élargissant encore un peu plus la zone d'ombre entourant le nouveau régime.

² En quelques jours, des milliers de tonnes de vivres, de vêtements, de jouets et de médicaments furent acheminées provoquant très rapidement des goulots d'étranglement au niveau de la distribution.

³ Pierre DE SERNACLENS, *L'humanitaire en catastrophe*, Presses de Sc. Po, Paris, 2001; Philippe RYFMAN, *La question humanitaire. Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Ellipses, Paris, 2001; Rony BRAUMAN, *Humanitaire: le dilemme*, 2^e éd., Éditions Textuel, Paris, 2002.

⁴ Selon une étude de la Fondation pour le Développement de la Société civile, on comptait fin 1999, plus de 20 000 ONG dans ce pays. Cf. FDSC, *Changes and Trends in the Non profit Sector – 1998*, FDSC, Bucarest, 1999.

moment de leur retrait, une fois l'urgence humanitaire passée. D'autres organisations non gouvernementales roumaines voient le jour de façon opportuniste, en espérant développer des partenariats avec des partenaires occidentaux soucieux de gérer, qui des problèmes de pauvreté et d'exclusion de certaines catégories de la population (que l'origine des problèmes identifiés remonte à l'époque communiste ou soit identifiée à la période de transition), qui des risques écologiques ou sanitaires¹.

Bref, cet épisode humanitaire dont «le porte à porte» fut l'une des expressions les plus spectaculaires ouvrit la voie à l'ingérence occidentale, à l'intervention du complexe développeur international et à la recomposition d'un projet de société civile dans une optique sociale, locale² et pragmatique et animé par des associations quasiment copiées-collées sur le modèle des ONG occidentales.

De l'urgence humanitaire au développement rural

Au sein de l'Opération, la vague humanitaire amena de nouveaux sympathisants à une cause qui changeait également de nature. En ce qui concerne l'engagement du citoyen belge, le spectre social s'élargit, le mouvement se popularisa mais la cause et sa gestion échappaient alors de plus en plus au groupe des fondateurs³. Pour beaucoup de nouveaux membres des comités locaux d'ailleurs, OVR démarre avec l'aide humanitaire et la chute du régime de Nicolae Ceaușescu constitue le point zéro du mouvement. Il ne s'agit plus d'une lutte contre un plan de systématisation ou pour la démocratie au nom du respect des droits de l'Homme, mais à présent d'apporter assistance à un peuple apparemment en détresse. Les ambitions et représentations du groupe fondateur et des comitards (eux-mêmes de plus en plus abandonnés à leur sort par les autorités communales) s'écartent encore un peu plus et cette nouvelle orientation entraîne le retrait progressif des fondateurs belges à partir de 1993.

Le «porte à porte humanitaire» fut le moment de création de liens concrets entre les convoyeurs et les bénéficiaires de l'aide. Des projets de développement vont se multiplier, certains avec le soutien de l'Union européenne comme le programme de développement du tourisme chez l'habitant connu sous le nom de

¹ Pour une approche plus détaillée, lire Gautier PIROTTE, *Une société civile postrévolutionnaire. Étude du nouveau secteur ONG en Roumanie. Le cas de Iasi*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2002.

² 4 projets sur 10 développés par les ONG concernent l'échelon local (ville, quartiers, villages). 9% des ONG roumaines prétendaient en 1999 avoir des activités sur l'ensemble du territoire roumain et 7% à l'étranger (FDSC, *Changes and Trends...*cit.).

³ En Belgique, cette orientation vers l'aide humanitaire n'était pas trop au goût des initiateurs de l'Opération qui lui préféraient une action plus politique. Le porte à porte humanitaire qu'ils tentèrent de réguler était apprécié par les fondateurs comme une tocade des membres des comités locaux. Ils voulurent réorienter le mouvement vers le soutien à la démocratie naissante, à une société civile plus «politique» et à l'action citoyenne à l'échelon local ou rural. Ils intervinrent dans le conflit interethnique de Târgu-Mureș en mars 1990 en tentant de pacifier (temporairement) la situation par la signature d'un Protocole à Cluj, ville dont ils furent faits à l'époque citoyens d'honneur. Ils mettront ensuite sur pied les pré-ateliers de la démocratie locale à Bucarest durant l'été 1990 puis les ateliers de la démocratie locale à Cluj, consacrés à la situation de l'agriculture roumaine.

Rețea Turistică. Si certains comités reçoivent régulièrement une aide des bailleurs de fonds nationaux et internationaux (principalement l'Union européenne), l'essentiel des activités d'OVR reste en marge du complexe développeur international et reste faiblement connecté au projet de constitution d'une société civile marquée par la floraison d'ONG locales dans les grands centres urbains et dont une grande partie des activités est alors centrée sur la gestion de services sociaux et culturels¹ (santé, éducation, aide sociale) où la dimension rurale de ces problématiques n'est pas toujours présente.

Cette troisième vie est celle des projets de développement local. En Belgique, ces projets sont l'initiative des comités qui sont rapidement délaissés par les responsables communaux après l'urgence humanitaire de l'hiver '90. En France par contre, les comités sont soutenus par les communautés locales et leurs projets rentrent dans le cadre de la coopération décentralisée². Selon des chiffres de l'Ambassade de France à Bucarest, publiés dans un article du *Monde* de mars 1993, l'aide apportée par OVR France par ce biais représentait 3 fois l'aide bilatérale de la France à la Roumanie à cette époque.

En Belgique, les effets politiques d'OVR furent divers. Les fondateurs soulignent dans les entretiens qu'ils nous ont accordés³ que sans leur initiative puis celles qu'ils prendront plus tard dans le cadre du conflit yougoslave en créant Causes Communes⁴, les relations internationales des communes belges seraient demeurées au stade des jumelages et/ou des manifestations folkloriques. Prétendre que l'apparition dans certaines communes d'échevins aux relations extérieures serait directement liée à l'expérience d'OVR serait présomptueux d'autant que, comme on l'a vu, les communes se sont retirées rapidement des comités. Cependant, l'Opération a créé un préalable, une expérience internationale de référence pour les communes qui seraient tentées par l'aventure de la coopération décentralisée.

Créé comme une organisation soucieuse de cristalliser la contestation au régime de Nicolae Ceaușescu puis réinventée comme mouvement populaire d'aide humanitaire, l'OVR finit sa trajectoire en organisation de coopération au développement. Si OVR existe encore aujourd'hui, et ce même à l'échelon européen en regroupant principalement des comités suisses, français, belges, hollandais et roumains, le mouvement a perdu notamment en Belgique de son importance⁵.

Pour expliquer cet affaiblissement, on pourrait simplement souligner la «normalisation» progressive de la situation socio-économique et politique d'un pays

¹ Plus de la moitié des activités des ONG roumaines étaient orientées en 1999 autour de trois pôles d'activités: l'éducation, l'aide sociale et la culture selon une enquête de la Fondation pour le Développement de la Société Civile (FDSC, *Changes and Trends...cit.*).

² L'Opération Villages Roumains a représenté en France une opportunité forte d'émancipation d'une nouvelle pratique de coopération au développement dans un contexte législatif plus favorable qu'en Belgique. Pour un article récent sur le sujet: Edith LHOMEL, «Roumanie-France Vers une coopération décentralisée exemplaire entre la région de Cluj et l'Auvergne?», *Courrier des Pays de l'Est*, vol. 5, no. 1035, 2003, pp. 80-81.

³ Gautier PIROTTE, *L'épisode humanitaire roumain*, cit.

⁴ L'organisation Causes communes fut fondée en octobre 1992 par Opération Villages Roumains et Médecins Sans Frontières-Belgique rejoints par la RTBF et un groupe pluraliste de bourgmestres. Causes communes partageait avec OVR l'idée d'adoption intercommunale mais intervint également dans l'accueil de réfugiés, et dans le soutien à la démocratie dans les anciennes républiques yougoslaves avec la création des Ambassades de la Démocratie Locale.

⁵ 600 communes seraient encore impliquées dans le mouvement en France, Belgique, Suisse, Pays-Bas, et Roumanie essentiellement.

nouvellement admis au sein de l'Union européenne. Mais d'autres raisons, propres au mouvement, peuvent être également évoquées. Si l'ère humanitaire apporta un succès populaire à OVR, elle modifia la composition des comités et les rapports entre la coordination et ces mêmes comités. En même temps que le village adopté en Roumanie s'incarnait, que les affinités belgo-roumaines se nouaient au gré des charrois, celles-ci devinrent de plus en plus électives. L'autonomie prônée dès la création par les fondateurs du mouvement qui n'ont jamais voulu mettre sur pied une structure trop rigide mais plutôt un réseau de comités assez souple, se retourna contre le mouvement qui perdit en unité, chaque comité privilégiant ses propres projets avec «son» village roumain plutôt qu'une approche globale des rapports belgo-roumains et de la solidarité envers les communes rurales de Roumanie.

Cette autonomie très forte des comités locaux vida la coordination centrale de son intérêt et les stratégies de professionnalisation et de centralisation du mouvement initiées par les fondateurs échouèrent. Les comités d'OVR devinrent des développeurs intermittents et pour la plupart aux pieds nus, bien vite dépassés par des nouvelles structures locales notamment professionnalisées et très insérées dans les réseaux d'aide transnationaux. Il reste donc de ces expériences des projets plus ou moins aboutis, des relations d'amitiés surtout, des comités dans différents pays mais aussi un apprentissage *in situ* de la démocratie jusqu'au plus petit échelon du village. Ce n'est pas rien.